



Les résultats en date du mois de mai 2012 :

Appuis aux organisations paysannes

Neuf projets d'économie solidaire ont été réalisés dans plusieurs localités rurales : *élevage de chèvres; microcrédit en appui aux marchandes et aux artisanes; distribution de plantules de bananes et autres semences*. Grâce à l'appui obtenu, une organisation paysanne a acquis un moulin à grains et une autre a réussi à construire une boulangerie. Les deux organisations espèrent que l'exploitation de ces petites entreprises génèrera des profits qui seront investis dans les écoles communautaires. L'implantation de ces projets était accompagnée de formations diverses, notamment sur la gestion de petites entreprises d'économie sociale et en alphabétisation. Tous ces projets devraient se poursuivre et s'autofinancer.

Ces activités ont eu des **résultats concrets et importants** pour plus de 700 paysannes et paysans, pour leurs familles et leurs communautés. Les paysannes ont grandement bénéficié de leur participation à ce projet. Elles ont appris, entre autres, à prendre leur place au sein des associations paysannes. Des paysans ne sont plus obligés de partir travailler pour les grands propriétaires fonciers ou de s'exiler dans les villes pour tenter de trouver du travail. Ils dépendent moins des prêteurs qui accordent des prêts à des taux exorbitants. Et, sans pouvoir le mesurer précisément, on peut supposer que plus d'enfants fréquentent l'école grâce aux revenus supplémentaires de leurs familles. On peut également présumer que leur état de santé s'est amélioré. La coordination de ces projets a également permis aux associations paysannes de consolider leurs pratiques démocratiques de gestion et de vie associative.

Défense des droits des travailleuses et des travailleurs

- ✓ Une évaluation de l'impact de la loi HOPE I et II (Haitian Hemispheric Opportunity Through Partnership Encouragement) — lois américaines qui visent à améliorer la compétitivité de l'économie haïtienne, notamment dans le secteur du textile — a permis de mieux cerner l'influence de ces lois sur les conditions de travail dans les zones franches, réputées extrêmement difficiles en Haïti. Un document synthèse a été distribué largement à des organisations syndicales et de défense des droits humains. Trois séminaires ont été réalisés sur cette problématique, deux en Haïti et un au Québec.
- ✓ Une enquête sur les conditions de travail a été publiée. Le rapport a été présenté à diverses organisations syndicales et de défense des droits humains. Elle a permis de documenter des enjeux cruciaux tels : la quasi-absence de syndicats dans les entreprises publiques et privées, les agressions sexuelles contre les femmes commises par des superviseurs, la surexploitation, les licenciements illégaux, etc.
- ✓ Les questions entourant la refonte du Code du travail haïtien ont également été abordées. Des commissions composées de membres issus d'organisations ouvrières ont été formées. Elles ont alimenté la rédaction d'un nouveau Code du travail. (Une réforme du Code du travail est en cours.)
- ✓ La publication d'affiches et calendriers a permis de vulgariser certaines informations concernant le salaire minimum et les conditions de travail dans les usines; tout comme la diffusion de trois émissions et la diffusion d'un documentaire sur les conditions de travail dans les zones franches d'Haïti.

Centre international de solidarité ouvrière (CISO)

Konbit pour une construction démocratique et solidaire d'Haïti, 2009-2012, 488 405 \$

- ✓ Suite à la vague de privatisation des entreprises publiques haïtiennes, une évaluation de ces entreprises et de l'état de la syndicalisation a été réalisée.
- ✓ Des actions d'appui aux mobilisations des ouvriers pour l'augmentation du salaire minimum ont également été réalisées.

Sensibilisation du public québécois :

- ✓ Depuis 2011, une nouvelle section Haïti sur le site web du CISO rejoint chaque mois 1000 abonnés et les informe de l'actualité haïtienne.
- ✓ La production d'une série de quatre vidéos : *Konbit pour une construction démocratique et solidaire d'Haïti* présentant les actions réalisées avec les organisations paysannes et leur diffusion sur le site web du CISO et dans les réseaux sociaux (YouTube) permettra de rejoindre un large public.